

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Nigeria & Ghana

Une publication du SER d'Abuja
Semaine du 12 octobre 2026

Nous rappelons à notre très cher lectorat que le Service économique régional d'Abuja publie régulièrement sur l'actualité économique franco-nigériane et sur ses activités dans le pays à travers [sa page LinkedIn](#). Il en est de même pour le Service économique d'Accra, sur [LinkedIn](#).

English summary

Nigeria

- Fitch Ratings upgrades Nigeria's Outlook to Positive;
- Inflation falls below 15% at 14.6% in September despite rising energy prices;
- USD 120,9bn Public debt details released for the first half of 2026;
- Extension of the Dangote Refinery's IPO until 27 October;
- Launch of 'Project Nigeria' investment platform: 65 projects worth USD 78.5bn;
- Support Mission for the World Bank's L-PRES Programme to Strengthen Livestock Productivity and Resilience.

Ghana

- Moody's upgrades Ghana's sovereign credit rating to B3, with a stable outlook;
- IMF raises Ghana's 2026 growth forecast to 5.7%, citing economic progress;
- Ghana's inflation reaches 5.2% in September 2026;
- VRA returns to profitability in 2025 with a GHS 88m profit, despite weaker operations;
- COCOBOD advances cocoa financing reform with an initial GHS 3.4bn raised;
- GRA clarifies VAT rules for foreign digital services.

LE CHIFFRE À RETENIR

7,4%

C'est la croissance de l'activité économique du Ghana en juillet 2026, après 4,9 % en juillet 2025.

Nigeria :

Fitch relève la perspective du Nigeria de « stable » à « positive » ; L'inflation en baisse en septembre à 14,6%, en dépit de la hausse des prix de l'énergie ; Publication du détail de la composition de la dette publique qui s'élève à 120,9 Md USD en juin 2026 ; Prolongation de l'introduction en bourse de la raffinerie Dangote jusqu'au 27 octobre ; Lancement de la plateforme d'investissements « Project Nigeria » : 65 projets pour 78,5 Md USD ; Mission d'appui du programme L-PRES de la Banque mondiale pour la productivité de la filière élevage.

Ghana :

Moody's relève la note souveraine du Ghana à B3, avec une perspective stable ; Le FMI relève sa prévision de croissance à 5,7% pour 2026 et salue les progrès économiques du Ghana ; L'inflation atteint 5,2% en septembre 2026 ; La VRA renoue avec les bénéfices en 2025 (88 M GHS), malgré un recul de son activité ; Le COCOBOD concrétise sa réforme du financement du cacao avec une première levée de 3,4 Md GHS ; La GRA clarifie l'application de la TVA aux services numériques étrangers.

Fitch réhausse la perspective du Nigeria de « stable » à « positive »

[L'agence de notation Fitch Ratings a relevé le 9 octobre la perspective de la note souveraine du Nigeria de « stable » à « positive » tout en maintenant sa notation à B.](#) Fitch Ratings justifie cette décision par l'amélioration du cadre macroéconomique grâce à la poursuite de la mise en œuvre des réformes. L'agence mentionne la flexibilisation du taux de change, la désinflation ainsi que la consolidation des réserves de change. En outre, la notation à B témoigne d'une économie de grande taille et d'un marché obligataire souverain relativement développé et liquide.

Néanmoins, des difficultés persistent et empêchent une amélioration de la notation. Fitch Ratings mentionne les problèmes liés à la gouvernance et à la sécurité. Sur le plan économique, l'agence souligne la forte dépendance du pays aux hydrocarbures ainsi que le niveau de l'inflation qui demeure élevé.

Dans ses prévisions, Fitch Ratings anticipe une croissance du PIB à 4,3% en 2026, en accord avec les dernières projections de la Banque mondiale, ainsi qu'une réduction du taux d'inflation moyen en 2026 à 15,4% grâce à politique monétaire restrictive de la Banque centrale du Nigeria (CBN). Fitch se dit convaincu que « la dynamique actuelle ne sera pas perturbée par les prochaines élections ».

En avril 2025, Fitch avait relevé sa notation de B- à B avec une perspective stable, suivi par Moody's dont la notation était passé de Caa1 à B3 avec une perspective stable en mai 2025 puis par S&P qui avait amélioré sa perspective à positive en maintenant sa notation à B- en novembre 2025. Depuis le début de l'année 2026, S&P a relevé sa notation à B avec une perspective stable et Moody's l'a maintenu à B3, réhaussant sa perspective à positive.

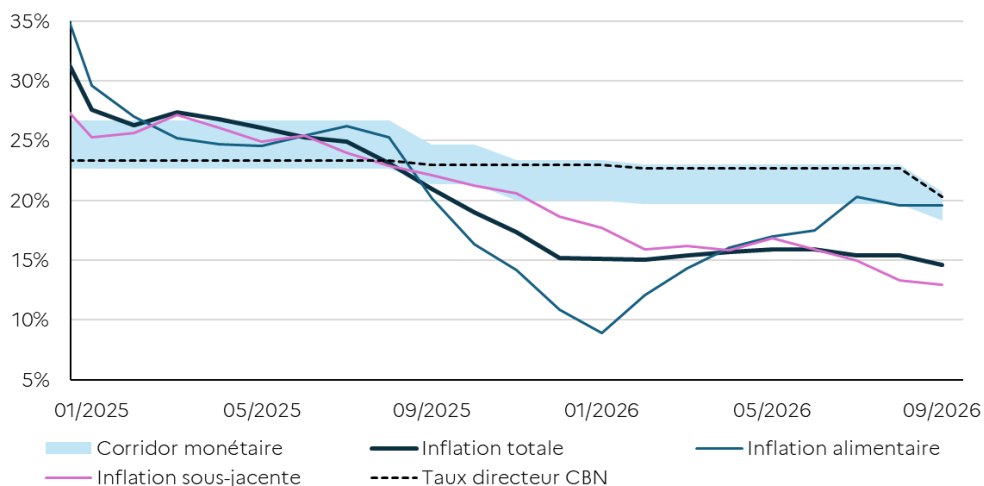
L'inflation en baisse en septembre à 14,6%, en dépit de la hausse des prix de l'énergie

[Selon les données du Bureau national de statistiques \(NBS\) le taux d'inflation est en baisse en septembre, à 14,6% en glissement annuel \(g.a.\) après 15,4% en août.](#) Cette chute de 76 pdb marque un quatrième mois consécutif de baisse et une réduction de 635 pdb par rapport au taux d'inflation de 20,9% en septembre 2025.

L'inflation alimentaire reste le moteur principal de la persistance de la hausse des prix, s'élevant à 19,6%. L'inflation de l'énergie s'établit à 10% après 4% en août et 5% en juillet, résultat du cours du baril de pétrole. Excluant ces composantes volatiles, l'inflation sous-jacente s'établissait à 12,9% en septembre, après 13,3% en août.

[Face à la hausse des prix de l'énergie, la compagnie pétrolière nationale, NNPC, a annoncé le 9 octobre renoncer à sa marge bénéficiaire et vendre son carburant à prix coutant.](#) Cette mesure, effective d'ici 30 jours, est soutenue par le gouvernement et en particulier le ministre des Finances Oyedele, qui a précisé qu'il ne s'agissait pas d'un retour des subventions. L'objectif est de lisser les prix afin de réduire les coûts et l'incertitude liés à leur volatilité.

Évolution de l'inflation en glissement annuel au Nigeria depuis janvier 2025



Source : National Bureau of Statistics

Clé de lecture : L'inflation du Nigeria s'élève à 14,6% en août 2026 (courbe bleu foncé), l'inflation alimentaire à 19,6% (courbe bleue) et l'inflation sous-jacente à 12,9% (courbe bleu clair). Le taux directeur de la CBN (pointillé noir) est de 23%. Le corridor monétaire est de - 300/+50pts (aire bleu clair).

Publication du détail de la composition de la dette publique qui s'élève à 120,9 Md USD en juin 2026

[Le bureau de gestion de la dette du Nigeria \(DMO\) a publié le détail de la composition de la dette publique pour le premier semestre 2026.](#) La dette publique totale s'élevait à 120,9 Md USD en juin 2026 dont 66,4 Md USD de dette domestique (55%) et 54,5 Md USD de dette externe (45%). La dette publique totale est en hausse de 5,2% par rapport au premier trimestre 2026 (115,0 Md USD).

[Concernant la répartition du stock de la dette externe,](#) 45% est détenue par les bailleurs de fonds multilatéraux, essentiellement la Banque mondiale (20,7 Md USD) et la Banque africaine de développement (4 Md USD). Les bailleurs bilatéraux détiennent 12% de la dette externe, dont 10% par la Chine (5,5 Md USD) suivie par la France avec 0,9 Md USD principalement par le biais de l'AFD. Enfin, les euro-obligations, qui représente un stock de 18,5 Md USD en juin 2026, constituent 34% de la dette externe.

Les données du deuxième trimestre 2026 font apparaître le swap financier (TRS) conclut avec First Abu Dhabi Bank, en particulier la

première tranche débloquée en juin 2026 de 1,5 Md USD. Pour la mobilisation de ce financement, le gouvernement a engagé 22,5 M USD de frais sur cette période, ce qui représente 1,5% du montant emprunté.

[Quant à la dette domestique](#), elle est constituée majoritairement d'obligations fédérales « FGN bonds » (75%) et de bons du Trésor à court terme (22%).

Prolongation de l'introduction en bourse de la raffinerie Dangote jusqu'au 27 octobre

[Dangote Petroleum Refinery and Petrochemicals FZE a prolongé de deux semaines la période de souscription de son introduction en bourse, la repoussant au 27 octobre 2026](#). L'offre, qui a débuté le 14 septembre, devait initialement prendre fin le 13 octobre, mais cette prolongation accorde aux investisseurs potentiels 14 jours supplémentaires pour souscrire aux actions.

Cette prolongation doit soutenir les efforts en cours visant à élargir l'accès à l'offre sur les marchés africains, notamment par la distribution d'actions via des canaux supplémentaires et la mise en place de programmes de certificats de dépôt.

La prolongation doit également permettre aux investisseurs potentiels de finaliser l'ouverture de leur compte, la vérification de leur identité et de remplir les autres obligations réglementaires nécessaires pour participer à l'offre.

Lancement de la plateforme d'investissements « Project Nigeria » : 65 projets pour 78,5 Md USD

[Le 14 octobre, le gouvernement a présenté à Bangkok \(Thaïlande\), un portefeuille de 65 projets représentant 78,5 Md USD de besoins de financement dans le cadre de son initiative « Project Nigeria »](#). Cette présentation a eu lieu lors du Forum des investisseurs nigériens, organisé en marge des Assemblées annuelles 2026 de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI).

Ces projets, [consultables en ligne](#), concernent les secteurs de l'énergie, des transports, de l'agriculture, de l'industrie manufacturière et des technologies. Le gouvernement vise à attirer des investisseurs et mobiliser des financements afin de développer les infrastructures, d'accroître les capacités de production nationales et de créer des opportunités d'emploi.

Mission d'appui du programme L-PRES de la Banque mondiale pour la productivité de la filière élevage

[La mission d'appui à la mise en œuvre du programme "Projet d'amélioration de la productivité et de la résilience de l'élevage"](#)

[\(L-PRES\), financé par la Banque mondiale et mis en œuvre par le gouvernement, s'est tenue du 5 au 10 octobre 2026 à Yola, dans l'État d'Adamawa.](#) Elle a notamment réuni des représentants des ministères des Finances et du Développement de l'élevage, et de la Banque mondiale. La mission a permis de dresser un bilan des avancées du programme dans les domaines de la santé animale, des infrastructures et de l'accès aux marchés. Elle a identifié des besoins de renforcement de la coordination entre les États participants et de renforcement de la mise en œuvre pour pérenniser les résultats, et élargir leurs bénéfices à un nombre croissant d'éleveurs.

Lancé en 2022 pour une durée de six ans et financé à hauteur de 500 M USD par l'Association internationale de développement (IDA), filiale de la Banque mondiale, le L-PRES vise à améliorer la productivité, la commercialisation et la résilience des filières d'élevage au Nigeria, tout en renforçant la prévention des conflits entre agriculteurs et éleveurs. Le programme soutient notamment le développement des services vétérinaires, des infrastructures et des chaînes de valeur. Il est déployé dans plusieurs États fédérés, avec une extension progressive de sa couverture.

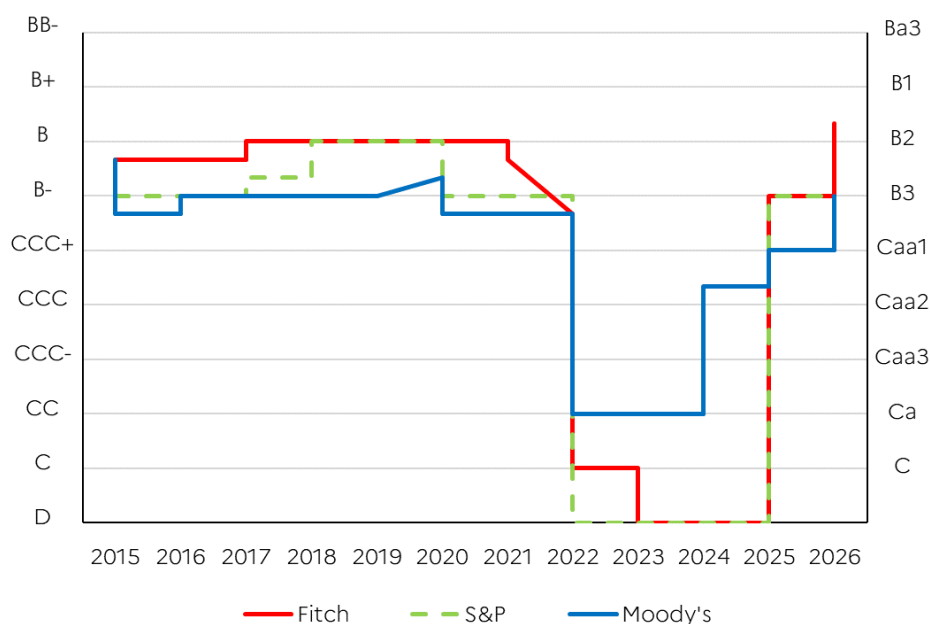
Ghana

Moody's relève la note souveraine du Ghana à B3, avec une perspective stable

[L'agence de notation Moody's a relevé la note souveraine du Ghana de Caa1 à B3, tout en ramenant sa perspective de positive à stable.](#)

Cette décision du 9 octobre reflète l'amélioration des conditions de financement de l'État et l'allègement du poids de la dette, soutenus par la discipline budgétaire, le recul de l'inflation et la hausse des cours de l'or. Les paiements d'intérêts sur la dette publique ont en effet représenté 17% des recettes de l'État au premier semestre 2026, leur plus faible proportion depuis 2012. Moody's anticipe désormais une proportion moyenne de 20 à 25% jusqu'en 2028, contre 25 à 30% prévus en octobre 2025. Parallèlement, la dette publique serait passée de 70% du PIB en 2024 à 48,8% en 2025, tandis que le solde primaire serait redevenu excédentaire, à plus de 2,0% du PIB, après un déficit de 2,1% en 2024. Sur le plan extérieur, l'excédent courant enregistré depuis 2024 bénéficie des exportations d'or (67% des exportations de biens en 2025), dont la prépondérance expose toutefois le Ghana à la volatilité des cours mondiaux. À ce risque s'ajoutent les fluctuations du taux de change et les difficultés financières de certaines entreprises publiques. Malgré ces vulnérabilités, le relèvement de Moody's confirme une tendance à l'amélioration également défendue par S&P et Fitch.

Évolution de la notation souveraine du Ghana des agences Moody's, Fitch Ratings et S&P



Sources : Moody's, S&P, Fitch Ratings.

Clé de lecture : en octobre 2026, Moody's attribue au Ghana la note B3, assortie d'une perspective stable, S&P la note B- avec une perspective stable, et Fitch la note B avec une perspective positive.

Le FMI relève sa prévision de croissance à 5,7% pour 2026 et salue les progrès économiques du Ghana

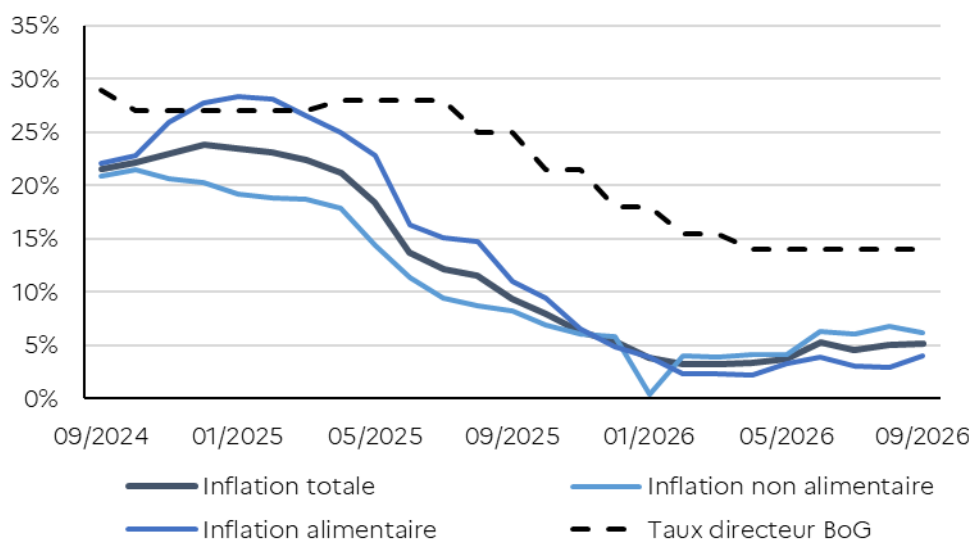
[Le Fonds monétaire international a relevé sa prévision de croissance pour le Ghana à 5,7% en 2026, contre 4,6% initialement anticipés, après une croissance de 6,0% en 2025.](#) La projection du FMI en 2025 dépasse la moyenne attendue en Afrique subsaharienne (4,5%). Le FMI prévoit également une inflation annuelle moyenne de 4,8% et un excédent courant de 6,0% du PIB en 2026, reflétant l'amélioration de la situation macroéconomique du pays. La croissance devrait par ailleurs rester soutenue en 2027, à 5,2%. En marge des Assemblées annuelles du FMI et de la Banque mondiale, organisées à Bangkok cette semaine, le directeur du département Afrique du FMI, Zeine Zeidane, a salué les résultats du programme d'assistance financière achevé en juillet 2026 ainsi que les réformes engagées par les autorités, notamment dans l'administration douanière et la gestion des entreprises publiques. Le ministre des Finances, Cassiel Ato Forson, a, pour sa part, indiqué anticiper une croissance supérieure aux prévisions du FMI, tout en soulignant la nécessité de préserver la stabilité macroéconomique pour soutenir durablement l'activité.

L'inflation atteint 5,2% en septembre 2026

[Cette deuxième hausse mensuelle consécutive du taux d'inflation qui atteint 5,2% en septembre 2026 marque une légère reprise des pressions sur les prix, malgré un net ralentissement sur un an.](#)

Contrairement au mois précédent, où la progression de l'inflation était portée par les produits non alimentaires, la hausse de septembre provient principalement des produits alimentaires, dont l'inflation est passée de 3,0% à 4,0%, tandis que celle des produits non alimentaires a baissé de 6,8% à 6,2%. Ces derniers continuent néanmoins de contribuer majoritairement à l'inflation totale, à hauteur de 63%. Une évolution contrastée persiste également entre les biens, dont l'inflation progresse pour le troisième mois consécutif à 4,2%, et les services, dont la hausse des prix reste plus élevée malgré un léger ralentissement à 8,3%. Les produits locaux enregistrent par ailleurs une inflation de 6,4%, contre 2,4% pour les produits importés, illustrant des pressions sur les prix, davantage concentrées sur la production intérieure. Malgré cette remontée récente, l'inflation demeure inférieure à la fourchette cible de la Banque du Ghana (6% à 10%), après avoir presque diminué de moitié en un an.

L'inflation au Ghana depuis septembre 2024



Source : Service statistique du Ghana

Clé de lecture : l'inflation totale en g.a. (courbe bleu foncé) était en baisse depuis début 2025 avant d'amorcer une lente remontée à partir d'avril 2026. L'inflation alimentaire (courbe bleu clair) a dominé l'inflation non-alimentaire (courbe bleue) sur 2025 avant d'être dépassée par cette dernière en mars 2026. L'écart entre les deux composantes tend depuis à se réduire.

La VRA renoue avec les bénéfices en 2025 (88 M GHS), malgré un recul de son activité

[La société publique de production d'électricité Volta River Authority \(VRA\) a enregistré un bénéfice net de 88 M GHS en 2025 \(6,2 M EUR\), après une perte de 106 M GHS en 2024, selon son rapport annuel.](#) Ce redressement s'explique principalement par l'appréciation du cedi,

qui a réduit le coût du service de sa dette libellée en devises et permis de dégager des gains de change de 237 M GHS, contre des pertes de change de 695 M GHS l'année précédente. Il intervient toutefois dans un contexte de dégradation de l'activité : les volumes d'électricité vendus ont diminué de 7,2%, parallèlement à une baisse de 14% de la production hydroélectrique. Ceci a entraîné un recul de 3,7% des recettes, à 8,9 Md GHS, tandis que les charges d'exploitation ont augmenté de 5,8%, à 9,2 Md GHS. Sous l'effet de cette évolution défavorable des recettes et des coûts, le résultat d'exploitation s'est contracté de 96%, passant de 814 M GHS à 31 M GHS. Si la VRA a parallèlement réduit d'un tiers sa dette financière portant intérêt, le retour aux bénéfices demeure largement conditionné à la rentabilité de son activité électrique.

Le COCOBOD concrétise sa réforme du financement du cacao avec une première levée de 3,4 Md GHS

[Cocoa Capital PLC, filiale de l'Office ghanéen du cacao \(COCOBOD\), a officiellement présenté à la Bourse du Ghana \(GSE\) son nouveau programme de financement domestique de 16,3 Md GHS \(1,2 Md EUR\), dont une première émission a permis de mobiliser 3,4 Md GHS \(environ 257 M EUR\).](#) Cette opération, destinée à financer les achats de fèves pour la campagne 2026/27, a suscité 3,6 Md GHS d'offres d'investisseurs, pour un objectif indicatif initial de 4,0 Md GHS. Les titres, rémunérés à un taux annuel de 11%, arriveront à échéance le 28 juin 2027. Cette première levée concrétise la réorientation du financement de la filière vers le marché domestique, après plusieurs décennies de recours aux emprunts internationaux. Elle doit notamment permettre d'alimenter la trésorerie des acheteurs agréés chargés de rémunérer les producteurs. La pérennité du dispositif dépendra désormais de la mobilisation des financements complémentaires prévus et de la capacité de COCOBOD à honorer ses échéances.

La GRA clarifie l'application de la TVA aux services numériques étrangers

[L'Autorité fiscale ghanéenne \(Ghana Revenue Authority, GRA\) a précisé les modalités de son nouveau dispositif de recouvrement de la TVA applicable aux services numériques fournis depuis l'étranger, notamment par des plateformes telles que Netflix, Google et Amazon.](#) Contrairement aux inquiétudes relayées concernant l'instauration d'une taxe supplémentaire, le taux effectif d'imposition est maintenu à 20,0%, dont 15,0% de TVA et deux prélèvements de 2,5% chacun. Le nouveau mécanisme vise à améliorer le recouvrement d'une taxe déjà applicable aux abonnements numériques, aux services de stockage en ligne et à la publicité numérique, en renforçant le contrôle des transactions et la collecte au moment du paiement, avec le concours des banques et

prestataires de services de paiement. Selon la GRA, environ 92 fournisseurs numériques étrangers sont déjà enregistrés et reversent la TVA, tandis qu'une centaine d'autres devront progressivement se conformer à cette obligation.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique d'Abuja

jade.kichou@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER d'Abuja, Antenne à Lagos, SE d'Accra

Abonnez-vous : jade.kichou@dgtresor.gouv.fr